

« Ce budget
tourne le dos
à l'avenir »

enseignement-recherche

17 OCTOBRE

action et grève !

CFDT (SGEN-SUP) - CGT (FERC-SUP) - FAGE - FSU (SNASUB - SNCS - SNEP - SNES - SNESUP) - UNEF - UNSA-EDUCATION (A&I - SNB - SNPTES - SUP'RECHERCHE) (Paris, 27-09-02)

Communiqué de l'Intersyndicale Formations Supérieures sur le projet de budget 2003

Les éléments essentiels du projet de budget présenté ce mercredi confirment ce que nous craignons : l'enseignement supérieur et la recherche ne sont pas une priorité nationale du Gouvernement.

Ceci est particulièrement marqué pour la recherche publique, la baisse du Budget Civil de Recherche et Développement (-0.8 %), la réduction des crédits de paiement de la recherche universitaire (-5.6 %) vont directement à l'encontre de développement scientifique du pays, et infirment cruellement les engagements du gouvernement et du chef de l'Etat. La suppression de 150 emplois de chercheurs va dans le même sens, d'une régression inacceptable.

En matière de formations supérieures, la baisse des effectifs étudiants est non seulement constatée, mais acceptée, pour présenter artificiellement une amélioration des conditions d'études. Aucune mesure d'ampleur n'est envisagée pour ouvrir l'accès à l'enseignement supérieur et faciliter la réussite des étudiants. C'est aller à l'encontre des besoins croissants en diplômés du supérieur pour les prochaines années tels qu'ils sont attestés de différentes sources.

Des mesures ponctuelles, comme la création de Bourses de DEA sur critères sociaux (1000), de monitorats (1000 supplémentaires) sont positives mais de portée limitée, alors que sont prises des décisions majeures contre les MISE, contre les emplois jeunes. En même temps, le développement d'une politique ultra sécuritaire ne peut que renforcer les exclusions et stigmatisations particulièrement à l'encontre des jeunes.

En matière d'emplois pour l'enseignement supérieur, avec 500 créations d'enseignants et enseignants-chercheurs, et 700 créations d'emplois IATOSS, les mesures proposées ne correspondent qu'à la moitié des engagements de l'Etat (Plan Pluriannuel 2001-2003) et sont bien en deçà des besoins et des estimations du ministère lui même. Des mesures de revalorisation de carrières sont annoncées, elles répondent à des exigences fortement exprimées par les personnels, mais le faible montant de la dotation annoncée (9.4 millions d'euros, pour l'ensemble des catégories de personnels) comme l'absence d'informations sur les modalités d'application appellent intervention pour un véritable de revalorisation des carrières et des métiers dans l'enseignement supérieur. De même l'élévation des qualifications de 700 emplois IATOSS est assortie en contrepartie de la suppression de 300 emplois.

Elaboré sans aucune discussion sur les missions et les besoins du système éducatif et de recherche publique, ce budget confirme les choix d'une politique régressive en ces domaines.

Dans ces conditions, les organisations syndicales représentant les étudiants et l'ensemble des personnels de l'enseignement supérieur groupées dans l'Intersyndicale "Formations Supérieures" appellent à la mobilisation pour la journée de grève interfédérale du 17 octobre.

« Je n'espère pas vous faire revenir sur votre décision de faire grève le 17 octobre... ».

La répartie de J. Reiffers, responsable au Cabinet du Ministre pour l'enseignement supérieur est plus qu'une boutade ... c'est le souhait que face aux coups que le ministre et le gouvernement ont engagés contre le Service Public d'Enseignement Supérieur et de la Recherche, les réactions et les initiatives d'action des enseignants-chercheurs et enseignants ne viennent pas entraver la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière d'enseignement et de recherche, exposée par le ministre le 7 octobre.

On trouvera dans les pages suivantes les éléments qui motivent cette action : insuffisance criante du budget 2003 (emplois, crédits, vie étudiante, ...), atteintes au cadre national des diplômes, renforcement de l'autonomie dans un sens concurrentiel, etc ... Ces points sont partie prenante des projets visant l'ensemble du système éducatif.

Ce Jeudi 17 Octobre, nous serons ensemble dans l'action pour le Service Public d'Enseignement Supérieur et de Recherche. Les choix régressifs du gouvernement se heurteront à une forte mobilisation.